

Bulletin de l'Union des Physiciens

Association de professeurs de Physique et de Chimie

Rapport d'activité

Le Bureau s'est trouvé cette année devant une situation nouvelle, pleine de contradictions et assez inquiétante : nous avons assisté à une double multiplication, celle des commissions de « réflexion », de « concertation », d'« évaluation », à la plupart desquelles nous participons, mais aussi celle des « bruits de couloir » incontrôlés, qui nous ont fait craindre le pire pour la place de notre enseignement, alors qu'un des objectifs principaux affichés par le Ministre est d'assurer une place plus large à la culture scientifique et technique.

Ainsi, au moment même où la commission verticale de physique ou C.O.P.R.E.S.P., présidée par M. GUINIER, mise en place avec beaucoup de retard et qui travaillait sur la classe de seconde à la demande de M. SAVARY, recevait de M. CHEVÈNEMENT la mission de réfléchir sur les programmes des collèges, des bruits, démentis par certains, confirmés par d'autres, indiquaient que les services du même M. CHEVÈNEMENT envisageaient sérieusement la suppression de cet enseignement. Qui croire, de l'Inspection Générale, très pessimiste, ou du Directeur des collèges assurant M. GUINIER que ces bruits étaient sans fondement ?

Notre principale source d'information étant un grand journal du soir, dès le début octobre nous avons demandé une audience à M. CHEVÈNEMENT, nouveau Ministre de l'Education Nationale, à M. CARRAZ, Secrétaire d'Etat aux Enseignements Technique et Technologique, puisque l'introduction d'un enseignement de technologie semblait être la cause principale des menaces pesant sur notre enseignement en collège, ainsi qu'à M. HUSSENET, nouveau Directeur des collèges. Seul, M. HUSSENET nous ayant répondu, nous l'avons rencontré le 6 novembre et vous trouverez le compte rendu de cette audience en annexe. Certains contacts officieux nous ayant indiqué que les menaces persistaient, nous avons renouvelé nos demandes d'audiences en décembre, y ajoutant une demande auprès de M. LAFOREST, Conseiller Technique du Ministre, chargé du contenu des enseignements dans les écoles, les collèges et les lycées. Nous avons reçu des réponses de M. LAFOREST, que

nous avons rencontré le 6 février, et de M. CARRAZ, dont le chef de cabinet, M. ANTONMATTEI, devenu depuis Directeur des lycées, nous a reçus le 12 février. Vous trouverez les comptes rendus de ces audiences en annexe. Je remercie ici les membres du Bureau qui ont accepté de déplacer leurs cours afin de m'épauler au cours de ces audiences, car j'ai largement fait appel à eux, comme j'en avais émis l'intention.

Indépendamment de ces actions au Ministère, nous avons longuement rencontré M. CURIEN, Ministre de la Recherche et de la Technologie, à qui nous avons exposé les problèmes qui se posent à notre enseignement, à tous les niveaux. Nous avons adressé une lettre aux syndicats d'enseignants et aux associations de parents d'élèves. Vous la trouverez en annexe, avec les réponses que nous avons reçues, ainsi que la lettre commune A.P.B.G. - U.d.P. adressée à M. DURAND-PRINBORGNE, Directeur Général des Enseignements Scolaires, M. PAIR, Directeur des lycées et M. HUSSENET, Directeur des Collèges, avec copie à l'Inspection Générale.

De tous ces contacts officiels, bien que parfois contradictoires, nous pouvions tirer l'impression au milieu février que dans les collèges notre enseignement n'était plus mis en cause, mais qu'il restait à défendre son horaire et son caractère expérimental (effectif, crédits, personnel de laboratoire). Par contre dans les lycées de profonds changements se préparaient : allègement du programme en seconde dès la rentrée prochaine, contrairement aux recommandations de la commission verticale de physique, redéfinition de tous les contenus pour la rentrée 1986, mais le Cabinet du Ministre avait accueilli favorablement notre demande d'être, comme par le passé, consultés avant toute rédaction définitive de nouveaux programmes. On pouvait aussi penser que les structures mêmes allaient être modifiées, en leur donnant plus de souplesse, mais les circulaires de rentrée étaient assez inquiétantes par certains côtés (voir compte rendu du Conseil).

Nous ne nous attendions pourtant pas à ce que nous allions apprendre, par voie indirecte bien sûr, le 27 février : l'existence d'un projet d'arrêté, entièrement rédigé, auquel ne manquait que la signature, et applicable dès la rentrée prochaine (voir B.U.P. de mars). Dans ce projet, non seulement les horaires de toutes les disciplines sont diminués, mais, beaucoup plus grave pour nous, toute référence à des dédoublements au-delà de 24 élèves disparaît, remettant ainsi en cause l'organisation d'une partie de notre enseignement sous forme de travaux pratiques, comme cela était obligatoire depuis 1902. Il ne faut pas confondre travaux dirigés et travaux pratiques, et supprimer ces derniers, c'est supprimer le caractère expérimental de notre enseignement, essentiel à la formation scientifique équilibrée de nos élèves. Devant cette attaque sans précédent nous avons réagi immédiatement. Le len-

demain même, à une réunion consacrée aux Olympiades de chimie, j'ai dit aux responsables d'Elf-Aquitaine, en présence de M. PAIR, combien la promulgation d'un tel arrêté serait néfaste et remettrait en cause l'organisation des Olympiades. M. PAIR a alors proposé spontanément de me recevoir et rendez-vous avait été pris pour le 13 mars, mais il est parti le 6... et le nouveau Directeur des lycées a repoussé cette audience à la fin mars. Nous avons aussi sollicité une audience auprès de M. DURAND-PRINBORGNE et attendons sa réponse.

Nous avons rencontré un certain nombre de syndicats, tous opposés à ces mesures, et avons fait part de notre stupeur et de notre inquiétude à de nombreuses personnalités, scientifiques, administratives et politiques, dont le Premier ministre et le Ministre de l'Education Nationale. En outre nous avons adressé une lettre commune U.d.P. - A.P.B.G. aux Académiciens, Professeurs au Collège de France, etc. Au moment où j'écris ces lignes, notre inquiétude est loin d'être dissipée. Le Ministère semble revenir un peu en arrière, mais on entend souvent avancer le motif « il faut augmenter le travail personnel des élèves » ce qui ne justifie aucunement la suppression des dédoublements et du travail à effectif restreint.

Pour le personnel de laboratoire, qui faisait déjà cruellement défaut dans certains établissements, une commission officielle ayant évalué le déficit à 4 000 postes environ, aucun recrutement n'a eu lieu en 1984, puisque aucun concours n'a été organisé, et le remplacement des départs n'est même plus assuré. Au Ministère la D.O.P.A.O.S. qui s'occupe de ce personnel ne répond même pas à nos demandes d'audience.

INFORMATIQUE.

L'année scolaire 1984-1985 a été marquée par une augmentation importante de l'activité de l'association dans le domaine de l'informatique. Les 1^{er} et 2 octobre 1984 se sont déroulées à Poitiers des journées « Informatique et pédagogie des sciences physiques » qui ont rencontré un vif succès puisque le nombre de participants a dépassé 200. Ces journées sont exemplaires dans la mesure où elles ont été organisées conjointement par l'U.d.P., l'Inspection Générale, l'I.N.R.D.P. et la Faculté des Sciences de Poitiers. Il faut ajouter l'atelier d'informatique des journées nationales de Strasbourg et la création de correspondants académiques qui vont permettre une décentralisation des activités informatiques.

RELATIONS EXTERIEURES.

Nous avons maintenu nos relations avec les grands organismes : j'ai été reçu, avec les présidents de l'A.P.B.G., de l'U.P.S. et de l'U.P.A. par M. DELACÔTE, Directeur au C.N.R.S., pour des relations à établir entre des chercheurs et des élèves et leur professeur. Nous organisons, avec le C.N.E.S., comme tous les deux ans, un stage fin août à Compiègne. Nous nous efforçons d'obtenir que ce stage soit considéré officiellement comme une université d'été, tout comme le stage de chimie que l'I.N.S.T.N. propose d'organiser en 1986. Nous nous sommes également mis en contact avec l'E.d.F. - G.d.F. (voir annexe).

Au cours du mois de décembre, nous avons participé à deux expositions à Paris : « Educatec 84 » et « Physique 84 ». Je tiens à remercier ici les organisateurs de ces expositions, particulièrement la Société Française de Physique, d'avoir mis gracieusement à notre disposition un stand, ainsi que nos adhérents qui ont bien voulu s'en occuper. Nous avons établi d'excellentes relations avec le nouveau Directeur du Palais de la Découverte, M. HULIN, dont nous avons particulièrement apprécié l'initiative d'organiser l'exposition « Physicafoison » au cours des vacances de Noël.

OLYMPIADES DE CHIMIE.

Le bilan actuel semble très positif. Il a été dressé par J.-P. FOULON qui a accepté de continuer à s'en occuper. Vous pouvez le lire pages 966 et 968 du présent bulletin.

VIE DE L'ASSOCIATION.

L'informatisation de notre fichier d'adhérents est en bonne voie, mais c'est un travail considérable. Que tous ceux qui n'ont pas encore renvoyé leur fiche informatique remplie le fassent rapidement, c'est très important pour la bonne marche de notre association. On peut espérer que la gestion informatisée sera opérationnelle d'ici un an. A ce sujet, nous allons être obligés de modifier la période d'adhésion, passant de l'année scolaire à l'année civile, ce qui va poser des problèmes l'an prochain, problèmes que notre trésorier va vous exposer (pages 861-864).
